

Jeudi 16 novembre, à la DGFIP comme partout ailleurs

Toutes et tous



Le 10 octobre, la CGT Finances Publiques a appelé tous les agents à se mobiliser par la grève et les manifestations pour :

- ✓ Sortir des politiques de restrictions budgétaires et défendre le service public;
- ✓ Combattre les suppressions d'emplois, les restructurations pour accomplir toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail ;
- ✓ Refuser le prélèvement à la source toujours annoncé pour 2019 ;
- ✓ La défense et l'amélioration de nos statuts pour permettre à chaque citoyen d'être traité à égalité ;
- ✓ Obtenir l'augmentation du point d'indice, refuser la hausse de la CSG et de tout système de rémunération au mérite (abandon du RIFSEEP) ;
- ✓ Empêcher le rétablissement du jour de carence ;
- ✓ Et parce que nos intérêts sont communs avec le secteur privé, exiger un code du travail du XXI^e siècle protecteur des salariés, qui rétablisse la hiérarchie des normes et le principe de faveur. Cela passe par l'abandon des ordonnances Macron.

La journée d'action et de grève du 10 octobre a rencontré un grand succès dans l'ensemble de la Fonction publique. Mais depuis, nous n'avons eu aucune réponse sur nos revendications. Et si le gouvernement entend désormais intégralement compenser la hausse de la CSG, ce geste est loin de nous satisfaire, ne répond en rien aux attentes des agents et entérine une conception de la protection sociale qui n'est pas la nôtre.

Emmanuel Macron et son gouvernement voient les fonctionnaires comme une variable d'ajustement au service du remboursement de la dette : c'est la disette budgétaire, les suppressions d'emplois et les attaques contre les statuts pour la fonction publique. C'est le sens de la mise en place de CAP2022, un comité chargé d'effectuer des propositions de réorganisations dans la Fonction Publique. Clairement, il s'agit pour lui de déterminer quelle missions seront privatisées et/ou abandonnées.

La CGT affirme que le service public n'est pas une charge, mais une réponse aux besoins des populations !

A la DGFIP, où un agent sur trois était en grève, le directeur général, fait fi de la mobilisation des personnels et poursuit sa campagne de destruction de nos droits et garanties. Ainsi il propose de mettre nos futures affectations entre les mains des directeurs locaux. C'est inacceptable... la CGT exige le retrait de ce projet du directeur.

Dans ce contexte, la mobilisation est primordiale. Les organisations CGT, Solidaires, FO, FSU et les organisations de jeunesse appellent à être dans l'action. **C'est pourquoi la CGT Finances Publiques appelle l'ensemble des agents à être en grève et dans les manifestations le 16 novembre !**

Pour la CGT Finances Publiques, il faut désormais ancrer cette mobilisation sur la durée. Partout, sous toutes les formes, elle appelle les agents à se réunir pour élever le rapport de force par des actions locales pour peser sur les choix des directeurs, et à débattre ensemble de la construction d'une nouvelle journée d'action DGFIP le 23 novembre à l'occasion du CTR emploi.